dossier
lignes d'attac
#127

Amérique latine : 20 ans après la « vague rose »

L'Amérique latine est une terre de diversité et de contraste, elle accueille une multitude de populations, mais aussi de visions du monde. Au XXe siècle, elle fut aussi bien le nid de révolutions marxistes que celles de dictatures néo-libérales. Au début du XXIe siècle, entre le premier Forum social mondial au Brésil et la vague rose des gouvernements socialistes, elle inspira les forces progressistes du monde entier. 20 ans après que reste-t-il de cet espoir ? Qu'est devenu ce continent où les inégalités ont longtemps été parmi les plus importantes de la planète ? Quelles sont les revendications des nouvelles générations qui sont à l'origine des vagues de mobilisations de ces dernières années ? Face à la montée des populismes de droite que reste-t-il de la gauche ? Ce dossier essaiera de répondre de façon transversale à toutes ces questions et montrera combien nos luttes se ressemblent et se complètent.

AVIS
vous pouvez commander
des exemplaires de ce dossier
par lots de 25 exemplaires
en envoyant un courriel à
materiel-militant@attac.org
(seuls les frais de port
seront à votre charge)

Attac
association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

octobre 2021

Changement climatique, colonialisme, extractivisme, parole à trois activistes autochtones

Llanquiray Painemal

Juan Pablo Gutiérrez

Quels sont les principaux dangers qui menacent les peuples autochtones en Amérique latine et plus concrètement dans votre région ?

Llanquiray Painemal, Mapuche (Chili) : Les peuples autochtones qui ont souffert de la guerre coloniale ont été repoussés dans des terres difficiles d'accès où il n'était supposé ne rien y avoir. Puis un jour, on s'est rendu compte que ces terres étaient pleines de ressources. Au Chili, la dictature a financé massivement les activités d'exploitation forestière qui, dans le but d'étendre le territoire spolié aux Mapuches et accroitre leurs bénéfices, ont mis le feu et détruit des millions d'hectares de forêts primaires. Tout ça pour les remplacer par des pins et des eucalyptus grands consommateurs d'eau et de pesticides polluants.

Juan-Pablo Gutiérrez, Yukpa (Colombie) : Dans ma région, certes les nations de peuples autochtones sont protégées par la Constitution, mais dans les faits la quasi-totalité est, à court terme, en danger d'extinction physique. En Colombie, la course aux « ressources naturelles » et aux profits est à l'origine de cette menace, mais les populations autochtones sont aussi des victimes collatérales – meurtres, déplacements de masse – de la guerre qui sévit depuis 50 ans dans la région (ndlr : entre groupes marxistes, militaires, et paramilitaires fascistes). L'État colombien a lui abandonné et exclu de ses politiques publiques nos communautés, notre réalité est donc loin d'être celle qu'on veut vendre dans les cartes postales.

Taneyulime Pilisi, Kalin'a (Guyane-Suriname) : En Guyane française nous subissons de fortes pressions culturelles, avec de nombreuses tentatives d'assimilation de notre population. Heureusement, cela n'a pas fonctionné et nous luttons pour la conservation de notre culture et notre langue. Aujourd'hui nous avons même des écoles en langue kalin'a. L'autre grande menace à laquelle nous faisons face est la mise en danger de notre écosystème par l'orpaillage illégal et légal et les projets d'urbanisations aux noms desquels on accapare nos terres.

Cette lutte est-elle un combat perdu d'avance dans une région où même les gouvernements progressistes pratiquent des politiques extractivistes et écocidaires ?

T. P. : Effectivement, les gouvernements français, de gauche comme de droite, pratiquent exactement les mêmes politiques ici. Dès que c'est dans leurs intérêts d'exploiter nos terres, ils le font, mais je ne pense pas que le combat soit perdu d'avance. Aujourd'hui, quand on voit que des organisations comme l'ONAG (Organisation des nations autochtones de Guyane) sont dotées d'un statut consultatif spécial au sein des Nations unies, ça nous donne de l'espoir. Dans tous les cas, on ne peut pas arrêter de lutter sinon on court à notre perte.

L. P. : Rien n'est perdu d'avance, même si nous sommes en train de lutter contre un pouvoir économique très fort. Le peuple Mapuche s'organise de plus en plus, et de mieux en mieux, pour lutter pour ses droits. Cependant nous continuons à souffrir de répressions, de racisme policier, et de dénigrement, on nous accuse d'être contre le développement du pays, d'être des fainéants qui ne travaillent pas leurs terres. On trouve ce discours à droite comme à gauche, car il touche toutes nos élites.

J-P. G. : La matrice coloniale de pouvoir, raciste, patriarcale et prédatrice de la nature, régit l'intégralité du modèle de la société colombienne et continue à influencer tous les niveaux de l'organisation sociale. Les gouvernements de gauche avec des idées progressistes ont du mal à s'en extraire et appliquent, parfois sans s'en rendre compte, cette idéologie. Les peuples autochtones, même s'ils ont vu leurs territoires colonisés, ont évité la colonisation épistémologique et ont maintenu une autre forme d'organisation sociale, qui leur a permis de se projeter autrement dans le monde. Ce modèle perdure jusqu'à aujourd'hui avec succès, donc la lutte continue.

Taneyulime Pilisi

Vu d'ici la société civile autochtone, semble se mobiliser plus que jamais et être au rendez-vous face à l'urgence climatique. Comment voyez-vous l'avenir ? En quoi placez-vous le plus d'espoir ?

J-P. G. : Contrairement au monde occidental qui a détruit une bonne partie de l'écosystème vital pour la survie de l'humanité, les peuples autochtones partout dans le monde, ont su prendre soin de lui et le protéger malgré l'hégémonie du modèle néolibéral et capitaliste. Aujourd'hui, 80 % de la biodiversité de la planète se trouve dans des territoires indigènes ce qui prouve la pertinence de notre vision. Dans le contexte global de crise climatique et de réchauffement planétaire que nous vivons actuellement, on peut affirmer que l'humanité entière peut encore vivre sur cette planète grâce notamment à l'existence des peuples indigènes dans ces territoires remplis de biodiversité.

L. P. : Il me semble que cette idéologie coloniale et raciste est en train de se déconstruire peu à peu. Lors des dernières grandes manifestations au Chili, les gens brandissaient massivement le drapeau mapuche. Même s'il reste encore beaucoup de choses à déconstruire au quotidien, les réseaux sociaux ont permis de montrer une réalité et une philosophie différentes de celles que nous a imposé l'Occident. Le changement climatique a eu aussi un impact fort. Ça me donne de l'espoir de voir la jeunesse lutter partout dans le monde pour cette cause.

T. P. : Les populations autochtones ont toujours été mobilisées, mais notre lutte est bien plus visible aujourd'hui. Nous avons réussi à former une nouvelle génération, dotée de formations universitaires, en capacité de nous représenter dans différents domaines, comme par exemple dans les domaines juridique ou communicationnel. Les jeunes sont l'avenir, c'est une force pour nous d'avoir de plus en plus de personnes éduquées dans nos communautés, je leur fais confiance pour nous défendre.

Concrètement comment les militant·es européen·nes peuvent apporter un soutien à vos luttes ? Quel message voudriez-vous faire passer aux militant·es d'Attac en France ?

T. P. : C'est une question qu'on nous pose régulièrement et qui nous fâche un peu. Nous, peuples du plateau guyanais sommes ravis quand on accompagne nos luttes, mais ce que l'on ne veut surtout pas, c'est que l'on nous infantilise et qu'on nous prenne la main sans nous consulter comme ça a été souvent le cas. Quand des non-autochtones prennent la parole à notre place c'est presque toujours maladroit et toute une partie de nos problèmes est occultée. Il faut donc nous laisser la parole et nous écouter même si des collaborations respectueuses de notre vision seront toujours les bienvenues.

J-P. G. : Tout d'abord il faut bien être conscient que le terme peuples autochtones englobe une multitude de réalités et de peuples, d'ailleurs quand j'en parle, et je pense que Llanquiray et Taneyulime partagent cela, je parle avant tout de ce que vit ma communauté, les Yukpa. Ensuite parce qu'on ne représente pas une structure monolithique qui s'opposerait à un autre peuple qui ne serait pas autochtone. Actuellement nous faisons face à l'une des crises les plus graves de l'histoire de l'humanité, qui pourrait mettre fin à notre espèce. Il faut donc se rassembler tou·tes pour mettre fin à cette logique universaliste, moderniste et néo-libérale qui nous met en danger. La lutte pour la nature, les territoires, l'eau et la vie n'a pas de frontières.

L.P. : Effectivement, je pense que les militant·es européen·nes n'ont pas à nous aider ou à nous appuyer, ils doivent s'aider avant tout eux-mêmes. Pour le moment, nous ne sommes pas exposé·es aux mêmes risques puisque, pour les peuples autochtones, c'est déjà un problème de vie ou de mort au quotidien. Pendant ce temps, les pays occidentaux bénéficient d'avancées technologiques qui leurs permettent de retarder encore un peu l'inévitable. Mais nous affronterons tou·tes le même niveau de menace tôt ou tard. Il faut prendre position et changer notre conception du monde, sinon la planète ne nous donnera pas d'autres options que de pâtir des conséquences de nos actions.

Propos recueillis par Ian Vidal

Retrouvez cette interview dans son intégralité sur le site d'Attac : attac.org/l/activistes-autochtones

Le Chili en mouvement

Le contexte chilien des dernières années a été profondément marqué par une crise de domination des classes dominantes (sans que cela débouche à ce stade sur une crise « d'hégémonie »). Aujourd'hui le modèle néolibéral – qui a été implanté à feu et à sang sous Pinochet, puis qui a été reconduit en « démocratie » – est de plus en plus remis en question. Au Chili, il y a une très grande mise en doute populaire des institutions et, de longue date, un rejet de légitimité de la Constitution de 1980 issue de la dictature, de la présidence ou encore des « carabineros » (la police militaire). À côté de cela, il y a eu une accumulation de luttes, qu'elles soient ouvrières, étudiantes, féministes, écoterritoriales ou encore autochtones (Mapuche notamment). La révolte d'automne 2019 (un gigantesque mouvement populaire, initialement provoqué par une augmentation des prix de transports publics, qui a réussi à faire descendre des millions de Chilien·nes dans la rue) a, d'un coup, ouvert le champ politique. Le pays était totalement cadenassé depuis une transition démocratique (ayant eu lieu en 1989-1990) pactée et oligarchique. Cette grande révolte a élargi le champ des possibles. Elle a constitué une irruption par le bas, qui n'était pas canalisée par des partis ou des syndicats, et notamment pas par le social-libéralisme (la « Concertation ») qui a gouverné le Chili de 1990 à 2010. Cette révolte, a permis l'ouverture d'un processus constituant et vient de se traduire dans les urnes le 15 mai dernier par une surprise électorale.

Assemblée constituante : la société civile mobilisée victorieuse ?

Quatre principaux constats peuvent être tirés de cette élection pour une « Convention constitutionnelle ». Premièrement, la droite subit une défaite historique. Elle n'aura, dans toute sa diversité (de l'extrême-droite aux forces libérales), que 37 représentant·es sur 155 à la constituante et perd des plumes absolument partout aux niveaux régional et local. Deuxièmement, même si les partis sociaux libéraux voient leur base électorale s'éroder (25 sièges), un secteur de la gauche parlementaire s'en sort plutôt bien. Le Parti communiste chilien, avec toutes ses contradictions, est même certainement le parti à avoir su le mieux tirer son épingle du jeu. Avec le Front large (Frente Amplio, FA), leur liste a obtenu 28 député·es sur les 155 de l'Assemblée constituante. La mairie de Santiago a, par ailleurs, été gagnée par Iraci Hassler, une jeune militante communiste et féministe de 30 ans. Troisièmement, les listes des « indépendant·es » ont fait une irruption spectaculaire, notamment la « liste du peuple », sur le devant de la scène politique en obtenant quasiment un tiers des sièges. Cela, quasi sans financement, sans pratiquement aucune expérience institutionnelle et dans un contexte légal très défavorable – la loi électorale de la constituante ayant été établie de manière à désavantager les listes indépendantes. Quatrièmement, le corps électoral chilien a élu une majorité de femmes à son Assemblée constituante. Rien d'étonnant, le mouvement féministe a été au cœur de la révolte de 2019. Mobilisées depuis 2016 en écho au mouvement « Ni una menos » contre les féminicides en Argentine, les féministes ont fait un travail important sur l'articulation entre patriarcat et néolibéralisme pendant les révoltes de 2019 (en dénonçant notamment les violences économiques qui en découlent). Toutefois le principe de parité femme-homme, qui avait été mis en place sous pression de la mobilisation pour garantir la présence de 50 % de femmes au sein du législatif, aura finalement avantagé des hommes : des femmes élues ayant dues abandonner leurs sièges au profit de ces derniers au nom de la parité… Il est également possible de constater que parmi les sièges réservés aux communautés autochtones (Mapuche notamment) certains seront occupés par des membres des communautés en lutte contre l'État de longue date. C'est le cas, par exemple, d'Elisa Loncon, militante indigène mapuche, qui fut d'ailleurs élue présidente de l'Assemblée constituante.

Au-delà de l'enthousiasme initial, il faut garder la tête froide et à l'esprit qu'il y a eu une forte abstention, quasiment 60 % des électeurs. Pour un scrutin historique, la participation a été très faible. Celles et ceux qui sont allé·es voter étaient issu·es des secteurs politisés de la société. Ainsi, même si les mouvements sociaux à l'initiative de la révolte de 2019 ont fait une vraie et bonne campagne de terrain qui leur ont permis de mobiliser autour d'eux, les classes populaires ont globalement peu pris part au vote. Les beaux quartiers ont ainsi proportionnellement plus voté, mais l'abstention demeurait tout de même forte dans ces derniers également.

Et ensuite ?

D'un point de vue institutionnel, la présidentielle de novembre 2021 reste la prochaine grande échéance. D'autant plus que les deux chambres du Congrès national (le parlement chilien) seront, en parallèle, également totalement renouvelées. Les deux prochaines années seront électoralement très chargées, car il faudra encore faire valider la nouvelle constitution par référendum populaire.

Pour le mouvement social, le grand enjeu sera donc de maintenir une forte mobilisation, en sachant que la pandémie de coronavirus a fait au Chili, comme dans toute l'Amérique latine, d'énormes dégâts. Le pays vit actuellement une situation de crise absolument catastrophique. L'emploi informel a bondi et son taux est passé au-dessus de la barre des 30 %. La pauvreté explose : des soupes communautaires ont vu le jour dans tout le pays et ne désemplissent pas.

Quoi qu'il arrive, les mobilisations de 2019 auront au moins le mérite d'avoir créé un mouvement qui a commencé de manière très intéressante au travers d'assemblées territoriales, sous une forme très horizontale – qui sont des assemblées de quartiers qui délibèrent sur quelle société on veut et comment s'organiser pour participer aux manifestations, aux mobilisations. Les tentatives de coordination d'assemblées territoriales qui étaient en train d'être mises en place ont été mises en sourdine par la pandémie, deux questions subsistent donc. Est-ce qu'il est possible de réactiver ces assemblées ? Quels liens pourront être tissés avec la députation constituante de gauche ? Si les forces progressistes chilliennes veulent marquer l'essai, il reste urgent de construire une stratégie politique commune, qui soit la traduction de la révolte d'octobre, mais dans une perspective stratégique de « rupture ».

Pour conclure, ce que l'on peut retirer de l'expérience chilienne, c'est que la seule manière de déboulonner le néolibéralisme autoritaire aura été l'irruption par le bas, la révolte sociale ainsi que la violence populaire qui répondait à une violence d'État bien plus grande. Il n'y a que de cette manière que le champ politique a pu être ouvert dans le pays. Si la pression « par en bas » n'est pas maintenue, l'opportunité politique peut très vite être refermée ; les élites chiliennes et la « caste politique » ayant une grande capacité d'adaptation. D'autant que depuis, les crises et conflits se multiplient au sein de « la liste du peuple » et des élu·es constituants issus des mouvements. Beaucoup de miliant·es chilien·nes disent que si le néo-libéralisme est né au Chili, il y mourra également. Pour l'instant, il est toutefois encore bien loin d'être enterré. Ce qui est sûr c'est que les mobilisations de 2019 ont inspiré d'autres mouvements dans la région et que tout comme le Chili, le Pérou et la Colombie sont en train de connaitre également, à un stade tardif, une érosion des idées néolibérales. Au Pérou, une vague de protestation a donné lieu à de nouvelles élections en 2021 gagnées par le syndicaliste de gauche Pedro Castillo. Celui-ci s'est positionné ouvertement pendant sa campagne contre le modèle néolibéral (il aura toutefois désigné après coup un ancien économiste de la Banque mondiale au poste de ministre des Finances pour rassurer les marchés). En Colombie, des mouvements similaires ont vu également le jour en 2021. Réprimés dans le sang (plus de 75 morts) les manifestant·es ont obtenu le retrait de la réforme qu'elles et ils combattaient. À ce jour, leur lutte pour plus de justice sociale continue.

Franck Gaudichaud, président de France Amérique Latine (FAL) et professeur à l'Université Toulouse Jean Jaurès

À droite toute ?

L'investiture du candidat de centre droit Mauricio Macri à la présidence de l'Argentine en 2015 a signé la fin de la « vague rose » de gouvernements progressistes latino-américains. Une vague bleue n'a pas pour autant submergé le continent, et les derniers événements ont montré que le futur de la droite reste brumeux. La droite politique a perdu les dernières élections en Argentine, en Bolivie, et au Pérou, et ne doit sa victoire en Équateur qu'à la division de la gauche. Récemment, le Chili, la Colombie, et le Pérou, pays qui furent historiquement les moins enclins aux politiques progressistes, ont été le théâtre des plus importantes mobilisations populaires de la région. La crise sanitaire a même contraint les gouvernements conservateurs à financer les services publics de la santé, prouvant ainsi les limites du néolibéralisme qu'ils prônent depuis des décennies.

Les crises successives depuis 2008 ont certes rendu l'ultralibéralisme difficile à défendre, mais elles ont aussi établi dans la région une forte instabilité économique. Dans ce contexte, une partie de la classe moyenne, celle qui craint le plus le déclassement, semble attirée par des discours traditionalistes, patriotiques, et identitaires qu'elle trouve rassurants. Au lieu de se focaliser sur la défense du libéral-conservatisme comme le faisait la droite depuis la fin des dictatures, l'extrême-droite (inspirée par Trump) a donc radicalisé et centré ses campagnes sur la défense du modèle familial patriarcal, l'anticommunisme, et la stigmatisation des minorités. C'est en jouant sur ces digressions passéistes, cathartiques, et d'auto-complaisance que quelqu'un comme Jair Bolsonaro, appuyé par les évangélistes et des élites économiques prêtes à tout pour s'imposer, a pu gagner les élections au Brésil. Et ce n'est pas le seul à bénéficier d'un certain engouement, par exemple en Uruguay, pays pourtant considéré comme mesuré, Guido Manini Ríos, candidat militaire d'extrême-droite (jusqu'alors absente du paysage politique du pays), a réussi à passer la barre des 10 %.

L'émergence au pouvoir d'une droite populiste, radicale et xénophobe, reste encore un phénomène marginal. Elle a échoué en Bolivie, et Bolsonaro est son seul représentant encore en fonction aujourd'hui sur le continent. Cependant, cette droite n'est pas seulement constituée de partis politiques, mais aussi de réseaux, de mouvements religieux, d'acteurs et d'institutions privés, puissants, organisés, et parfois armés, qui se radicalisent et contribuent à cultiver un climat propice à la propagation de leurs idées dans les sphères médiatique, politique, et publique. La bataille idéologique et culturelle ne fait donc que commencer.

Ian Vidal

Que reste-t-il des gauches progressistes latino-américaines, 20 ans après la « vague rose » ?

De 1998 (élection de Chávez) à 2016 (destitution de Dilma Rousseff au Brésil), les gouvernements de gauche « progressistes » ont recouverts des expériences très différentes. D'un côté, les expériences « nationales populaires », au discours anti-impérialiste, au Venezuela, en Équateur, en Bolivie. Et de l'autre, des expériences plutôt orientées vers le centre gauche, jusqu'à des formes de social-libéralisme, parmi lesquelles on retrouve le Front large d'Uruguay ou le Brésil de Lula puis de Dilma Rousseff. À partir du milieu des années 2010, la tendance semble s'inverser. Mauricio Macri est élu en Argentine, Jair Bolsonaro arrive suite à un coup de force institutionnel au Brésil, Lacalle Pou en Uruguay, et la sénatrice de droite Jeanine Áñez prend le pouvoir en Bolivie suite à la destitution illégale de Evo Morales. Certain·es ont imputé unilatéralement ces replis et revers à la politique étrangère impériale des États-Unis, dans une perspective « campiste ». D'autres estiment réducteur d'en rester à ce diagnostic et attirent également l'attention sur des contradictions internes : corruption, perte de lien avec les mouvements populaires, émergence de nouvelles « castes » bureaucratisées, autoritarisme, modèle extractiviste prédateur. Autant d'éléments qui ont contribué à tendre les relations entre ces exécutifs et celles et ceux qui les avaient portés au pouvoir. Dans les cas les plus extrêmes, ces tensions se sont même traduites par des phénomènes de répression étatique fort, comme dans le cas du Nicaragua de Daniel Ortega.

Certes, aujourd'hui, on assiste à un rebond des forces dites progressistes dans le continent face à une droite symbole d'incompétence économique et d'autoritarisme. Toutefois, malgré l'importance des mouvements sociaux au Chili et en Colombie, l'alternance au Mexique en 2018, le retour de la gauche en Argentine en 2019 puis en Bolivie en 2020, la surprise provoquée par la victoire du syndicaliste rural Pedro Castillo au Pérou, et le retour dans le jeu politique de Lula au Brésil, rien n'assure qu'une dynamique durable s'installe en faveur des forces progressistes (comme cela fut le cas lors de « l'âge d'or » des années 2000). Aujourd'hui, l'Amérique latine, comme le reste du monde, est entrée dans une période de fortes turbulences, où se combinent une gigantesque crise économique et sanitaire, l'approfondissement de la crise de la biosphère et une nouvelle polarisation sociale, politique et idéologique dans une des régions du monde les plus inégalitaires. Or, s'il faut reconnaitre aux gouvernements de gauche des années 2000 leur capacité de construire un début d'Etat social dans une région connue jusqu'alors pour son instabilité, il faut comprendre que cela a été possible grâce à une conjoncture économique mondiale exceptionnelle et révolue. En 2020, dans la cadre de la pandémie, le PIB de la région a chuté de plus de 7,5 %, l'emploi informel et la pauvreté explosent : l'Amérique latine est la plus touchée par le Covid-19 avec plus de 1 200 000 morts.

La manne liée aux exportations des biens communs naturels a certes rendu possible, sur le moyen terme, un retour des programmes sociaux, des plans de lutte contre la pauvreté, et des politiques de développement autocentré. Cependant, la dépendance aux matières premières s'est aussi trouvée renforcée et les multinationales ont souvent tiré leur épingle du jeu. On a pu ainsi constater des effets de désindustrialisation et de financiarisation de l'agriculture, en particulier en Argentine et au Brésil. Les devises ont afflué, mais au prix de sérieux impacts sociaux, politiques et environnementaux. L'extractivisme est un régime politique qui favorise l'autoritarisme, la dépendance économique, la corruption, génère des tensions avec les mouvements sociaux et indigènes, dévaste des territoires, fragmente les classes populaires. Les dernières élections en Équateur montrent d'ailleurs à quel point la gauche peut se diviser en deux camps irréconciliables sur ce sujet. Après une violente campagne de dénigrement au premier tour de la part de la gauche contre lui, le candidat indigène Yaku Pérez (19,4 % des suffrages exprimés) décidera de ne pas donner de consigne de vote pour le second tour. Andrés Arauz, candidat « socialiste », perdra ainsi face au libéral-conservateur Guillermo Lasso, puisque bon nombre des électeur·ices de Pérez se sont abstenu·es.

La question des alternatives post-capitalistes et post-extractivistes (mais aussi féministes et décoloniales) reste très complexe à construire pour les pays du Sud : elle nécessite une forte intégration et coopération régionale et internationale, avec transfert technologique, une politique fiscale audacieuse s'attaquant au grand capital et la construction de services publics étendus, l'ensemble combiné à une formidable mobilisation sociale interne contre les oligarchies et les pressions impérialistes. Dans une Amérique latine de plus en plus polarisée, les gauches émancipatrices et les mouvements sociaux doivent avoir pour priorité d'affronter de manière unitaire les extrême-droites et les évangéliques réactionnaires, qui mobilisent de plus en plus massivement. Ceci sans lâcher, de l'autre main, une perspective radicale qui tire un bilan critique des errements stratégiques, aussi bien des renoncements du « lulisme » que des dérives autoritaires et libérales du « bolivarisme ».

Franck Gaudichaud, président de France Amérique Latine (FAL) et professeur à l'Université Toulouse Jean Jaurès

Le rôle majeur des combats féministes

Les mouvements féministes d'Amérique latine, très déterminés, ont une forte influence au niveau régional et international. Marqués par des histoires propres où se retrouvent plusieurs générations de militantes, ils jouent un rôle important dans les débats nationaux et les reconfigurations politiques.

C'est le cas en Argentine où un féminisme populaire est moteur et contribue à articuler divers secteurs de la gauche. Structuré depuis le mouvement pour la démocratie des décennies 1970 et 1980, puis dans les luttes sociales des années 2000, il s'élabore avec la Rencontre nationale des femmes, annuelle depuis 1986. Au Chili, les mouvements étudiants ont été renforcés ces dernières années par les organisations féministes qui ont joué un rôle déterminant dans le débat sur la Constitution issue de la dictature de Pinochet. Par leurs combats, les féministes sont porteuses d'alternatives aux régimes autoritaires, comme au Brésil où elles sont en première ligne contre Bolsonaro.

De l'Argentine au Mexique, le mouvement contre les violences dénonce le patriarcat structurel. Devenu massif en Argentine ou au Chili, autour de Ni una menos depuis 2016, il est ancien au Mexique où depuis des décennies des militantes et chercheuses ont donné tout son sens au concept de féminicide, et dénoncé les disparitions, les tortures et assassinats contre les femmes.

Un autre enjeu majeur est le droit à l'avortement, angle mort des différentes politiques gouvernementales, y compris de gauche. En Argentine, la détermination du collectif organisé depuis 2005 a abouti, après un long débat parlementaire, à la loi qui légalise l'avortement. C'est une énorme victoire qui a engagé un débat profond dans l'ensemble de la société argentine et, dans les pays voisins, sur la dépénalisation de l'avortement.

Au niveau régional, ces enjeux s'articulent avec d'autres dont les féministes s'emparent comme l'environnement, ou les droits des peuples autochtones. Repenser certaines questions féministes depuis les territoires, avec des approches diverses, vient élargir la réflexion anticoloniale. De fait, les féministes afro-descendantes au Brésil ou le « feminismo comunitario » des communautés en Bolivie, en Équateur, ainsi qu'au Pérou contribuent de façon considérable à l'affirmation des féminismes d'Abya Yala et d'un mouvement régional en pleine croissance.

Huayra Llanque

La lutte zapatiste continue !

Les femmes zapatistes sont venues envahir l'Europe. Elles sont actuellement plusieurs groupes à parcourir le continent pour rencontrer les résistances européennes et semer la rébellion, la solidarité et la vie. Retour sur leur histoire et leur lutte.

1er janvier 1994 : jour férié. Ni journaux, ni bulletins d'information à la télévision. Pas encore d'Internet, juste quelques téléphones portables. Rien pour confirmer ou infirmer la rumeur qui court déjà : des milliers d'autochtones au visage couvert occupent la place centrale de plusieurs villes de l'État du Chiapas. Ils sont là pour protester contre l'entrée en vigueur du Traité de libre-échange Nord-américain, refuser l'emprise économique et culturelle sur les territoires au détriment des peuples qui y vivent, et revendiquer la reconnaissance et les droits des populations autochtones. C'est le début d'une aventure hors du commun qui a impliqué des centaines de milliers de personnes et qui se poursuit depuis vingt-sept années, envers et contre tout.

Malgré l'appui du peuple mexicain et une série de mobilisations sans précédent leurs revendications ne seront pas entendues, l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) repartira vers la forêt et refusera tout dialogue tant qu'elle ne sera pas écoutée. Mais, loin de baisser les bras, le mouvement entame son projet d'autonomie. En 2003, seront créés les « Caracoles », lieux d'écoute et fenêtres ouvertes sur le monde, et les « Juntas de buen gobierno ». Ce sont des institutions de gouvernance tournante où se gèrent les questions du logement, de la terre, du travail, de la santé, de l'alimentation, de l'éducation, de la démocratie, de liberté, de la justice, de l'information et qui s'affranchissent du pouvoir central. D'elles dépendent les autorités communautaires qui peuvent être révoquées par le peuple, auquel elles doivent régulièrement rendre des comptes.

À la veille de la campagne électorale de 2006, le sous-commandant insurgé Marcos annonce le lancement de « l'autre campagne » pour reconstruire la nation mexicaine « en bas et à gauche », du point de vue des plus exploité·es, des marginalisé·es, en proposant une pratique du pouvoir en rupture avec la culture politique mexicaine. Mais la répression du mouvement d'Atenco et l'échec d'une gauche modérée ont été suivis d'un grand silence du mouvement. Plus de communiqués, de déclarations, de contes, de récits de l'EZLN. Cet apparent repli des zapatistes a entretenu l'idée d'une défaite du mouvement. Des années pendant lesquelles pourtant, en silence, dans leur lieux de gouvernance, jour après jour, malgré la précarité, malgré les agressions, a continué de se construire ce combat majeur pour eux : l'autonomie.

Les relations avec les présidents qui ont précédé Andrés Manuel López Obrador (AMLO) ont été violentes. Beaucoup espéraient que celles avec un président s'affirmant antilibéral seraient plus apaisées. Pourtant ça n'est pas le cas, AMLO semble convaincu que la problématique indienne trouvera une solution dans ses programmes destinés à lutter contre la pauvreté et la marginalisation, mais ce maintien sous tutelle est totalement contradictoire avec la revendication fondamentale zapatiste de l'autonomie. Par ailleurs sa condamnation des violences féministes lors des dernières manifestations contre les féminicides confirme son incapacité à entendre l'urgence et à agir, et exaspère les zapatistes. Enfin, le gouvernement continue à mettre en place des mégaprojets qui mettent en danger les communautés. Le projet du train maya concentre actuellement toute la colère des zapatistes et des organisations de la société civile, tant mexicaines qu'étrangères. Le couloir qui va relier les deux ports pétroliers sur le Pacifique et sur l'Atlantique, est également critiqué par l'EZLN car se met ainsi en place « en Amérique centrale et au sud du Mexique une politique de dépouillement et d'exploitation capitaliste ». Espérons que le grand voyage des zapatistas apporte du changement sur les deux continents.

Françoise Escarpit, journaliste spécialiste de l'Amérique latine

Cet article est un extrait modifié pour en faciliter la compréhension, d'un article que vous trouverez dans le FAL MAG de juin 2021. FAL MAG est une revue publiée par France Amérique Latine qui puise dans la richesse de son réseau de militants, d'experts et d'universitaires en France et en Amérique latine-Caraïbe, afin de proposer une analyse des problématiques de la région.

Pour aller plus loin

À lire :

Gouvernements progressistes en Amérique latine
Sous la direction de Franck Gaudichaud et Thomas Posado, Presses universitaires de Rennes, 2021

L'Évasion d'un guérillero – Écrire la violence
John Gibler, Ed. ici bas, 2021

Féminismes et artivisme dans les Amériques (XXe-XXIe siècles)
Lissell Quiroz, Publications de l'Université de Rouen et du Havre, 2021

Colombie : un peuple en résistance
Les Cahiers de l'Antidote, Ed. Syllepse, 2021 (en libre accès)

Spécial Amérique latine
Les Cahiers de l'Antidote, Ed. Syllepse, 2020 (en libre accès)

Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse
Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery R. Webber, Ed. Syllepse, 2020

État des résistances dans le Sud : Amérique latine
Alternatives Sud, Ed. Syllepse, 2017 (en libre accès)

Zapatisme : la rébellion qui dure
Alternatives Sud, Ed. Syllepse, 2014 (en libre accès)

À voir :

Femmes d'Argentine « Que Sea Ley »
Juan Solanas
(Documentaire – Argentine – 2020)

Où est Edson ?
Dácia Ibiapinafreng
(Documentaire – Brésil – 2020)

Compañeros – La noche de 12 años
Alvaro Brechner
(Drame – Uruguay – 2019)

Los silencios
Beatriz Seigner
(Drame – Brésil/Colombie – 2018)

Pachamama
Juan Antin
(Animation – Argentine/France – 2018)

Ixcanul
Jayro Bustamante
(Drame – Guatemala – 2014)

L'été des poissons volants
Marcela Said (Drame – Chili – 2013)

secrétariat de rédaction
Eric Le Gall, Franck Mithieux

coordination de ce dossier
Franck Gaudichaud, Huayra Llanque, Ian Vidal

maquette
Stéphane Dupont & Maxime Barbier
portraits dessinés
Charlotte Planche
impression
sur papier recyclé
Stipa Montreuil